



CRISE DU DARFOUR

Indice révélateur de la politique d'accroissement de puissance de la Chine en Afrique

Décembre 2007

Auteurs :

Alain CAUSSIEU, Sébastien DEMAILLY, Guillaume DETILLEUX

Sous la direction de :

Christian Harbulot

Avertissement et Copyright

Ce document d'analyse, d'opinion, d'étude et/ou de recherche a été réalisé par un (ou des) membre(s) de l'Association de l'Ecole de Guerre Economique. Préalablement à leurs publications et/ou diffusions, elles ont été soumises au Conseil scientifique de l'Association. L'analyse, l'opinion et/ou la recherche reposent sur l'utilisation de sources éthiquement fiables mais l'exhaustivité et l'exactitude ne peuvent être garanties. Sauf mention contraire, les projections ou autres informations ne sont valables qu'à la date de la publication du document, et sont dès lors sujettes à évolution ou amendement dans le temps. Le contenu de ces documents et/ou études n'a, en aucune manière, vocation à indiquer ou garantir des évolutions futures.

Le contenu de cet article n'engage la responsabilité que de ses auteurs, il ne reflète pas nécessairement les opinions du(des) employeur(s), la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris celui de gouvernements, d'administrations ou de ministères pouvant être concernés par ces informations. Et, les erreurs éventuelles relèvent de l'entière responsabilité des seuls auteurs.

Les droits patrimoniaux de ce document et/ou étude appartiennent à l'Association, voire un organisme auquel les sources auraient pu être empruntées. Toute utilisation, diffusion, citation ou reproduction, en totalité ou en partie, de ce document et/ou étude ne peut se faire sans la permission expresse du(es) rédacteur(s) et du propriétaire des droits patrimoniaux.



Mots-clés

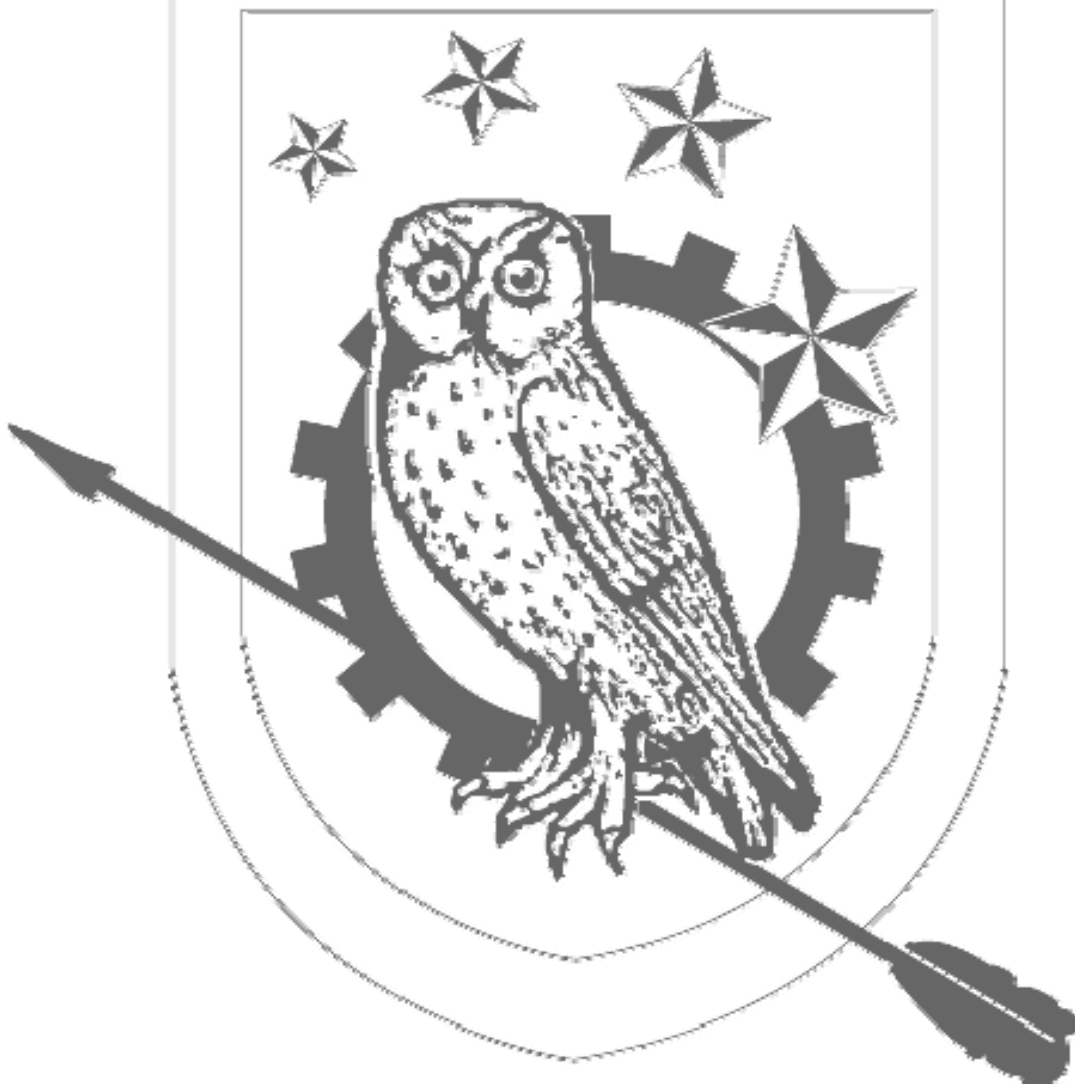
Crise, Stratégie de puissance, Chine, Afrique, Darfour.



Introduction.....	5
La politique africaine de la Chine reste ambiguë et paradoxale.	7
Stratégies et positionnement de la Chine.....	9
Diplomatie « à la chinoise »	10
Réalités de la machine de guerre économique chinoise	12
Les activités militaires de la Chine contribuent à asseoir son influence.....	13
Un marché opaque mais actif	15
L'influence par la formation.....	16
Une participation accrue aux opérations de l'ONU	17
Les actions culturelles et sociétales de la Chine.....	18
L'intégration des ressortissants chinois, nécessité et vecteur d'influence	20
Un système d'aides et d'échanges, créateur d'un sentiment de dette morale.....	21
La stratégie d'implantation économique de la Chine en Afrique.....	23
Etat des lieux de l'implantation de la Chine en Afrique	25
Pourquoi la Chine cherche-t-elle à renforcer son influence en Afrique ?.....	27
L'expansion de la manne financière chinoise aux pays africain : l'aide au développement.	30
Les méthodes parfois radicales d'implantation et d'accroissement de puissance	32
Sources.....	35
SOURCES POUR LE DOMAINE POLITIQUE	36
SOURCES POUR LE DOMAINE MILITAIRE.....	37
Sources pour le domaine CULTUREL ET SOCIÉTAL	38
SOURCES INTERNET DOMAINE CULTUREL ET SOCIÉTAL	39
SOURCES DOMAINE ECONOMIQUE.....	40
SOURCES INTERNET DOMAINE ECONOMIQUE	41
Annexes.....	42
Annexe 1.....	43



Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique	43
Annexe 2 :	44
Implantations culturelles chinoises en Afrique.....	44
Annexe 3.....	45
Concessions de pétrole et gaz au Soudan	45





Introduction



En septembre 2004, l'ambassadeur chinois auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU), Wang Guangya, menaçait d'opposer le veto de la Chine - pour finalement s'abstenir¹ - pour le vote de la résolution 1564 du Conseil de sécurité qui prévoyait de durcir les sanctions envers le gouvernement soudanais pour qu'il mette fin au climat d'impunité au Darfour. Le soutien de la Chine au Soudan fut également marqué par l'envoi d'armes et de matériels militaires en 2005, en dépit d'un embargo américain, en échange de matières premières. Ces quelques faits, au travers de la crise du Darfour, mettent en évidence la politique chinoise en Afrique.

La politique d'accroissement de puissance de la Chine en Afrique est marquée par une véritable ambivalence. Dépendante du continent africain pour ses approvisionnements énergétiques, la Chine s'inscrit aussi dans une volonté d'accaparement. Son action se développe dans tous les domaines classiques avec un objectif final : favoriser le développement économique du pays.

Alliée politique mais aussi « prédatrice » de l'Afrique d'un point de vue économique, la Chine utilise également la voie militaire pour asseoir sa politique de puissance. De même, ses actions culturelles et sociétales illustrent sa volonté d'accroître son influence tout en cherchant à masquer sa stratégie de puissance. Enfin, ses actions dans le domaine économique démontrent sa stratégie de pénétration en Afrique, caractérisée par un partenariat dont la finalité est révélatrice d'un comportement comparable aux puissances coloniales d'antan.

¹ Quatre pays se sont abstenus lors du vote de la Résolution 1564 en 2004 : Algérie, Chine, Fédération de Russie et Pakistan.



La politique africaine de la Chine reste ambiguë et paradoxale.

1ère **Partie**



Elle se positionne en effet autant comme un allié que comme un prédateur du continent. Les positionnements et les stratégies de la Chine sur la scène internationale appliqués à l'Afrique se traduisent à la fois par une stratégie de contournement - du faible au fort - en tant que pays en développement, mais aussi par une politique de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats - du fort au faible - en tant que grande puissance.



Stratégies et positionnement de la Chine

La Chine bénéficie d'un statut unique : à la fois grande puissance, membre permanent du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et pourtant pays en développement. En effet, avec ses quelques 20% de la population mondiale, le PIB per capita de la Chine reste, malgré une progression fulgurante, bien inférieur à celui des Etats-Unis ou de l'Europe. La disparité entre la population urbaine et rurale demeure aussi fortement marquée. Alors qu'elle compte 45 métropoles de plus d'1 million d'habitants, la Chine peine encore à fournir l'eau courante et le téléphone au plus profond de ses terres. La relation sino-africaine, loin d'être récente, porte la marque de l'anticolonialisme et de l'opposition au capitalisme occidental, plus ou moins nette selon les périodes. Cette relation toujours cordiale, n'est cependant ni idéaliste ni désintéressée. Elle représente plutôt une certaine adéquation, une relation souvent qualifiée de « gagnant-gagnant » entre le géant chinois et le continent africain. Au niveau international, le premier compte effectivement sur les voies du deuxième à l'ONU pour s'assurer une relative marge de manœuvre, tant sur ses politiques sociétales nationales que commerciales extérieures et contourner ainsi les stratégies occidentales. En contrepartie, l'Afrique trouve dans son allié chinois une représentativité et un contrepoids face aux occidentaux qu'elle n'aurait pas autrement. Elle trouve surtout un partenaire moins encombrant que l'Europe, qui apporte rapidement et sans condition ce que demandent les Africains (le président Wade à l'issue du récent sommet UE/UA : « l'Europe a perdu la bataille économique en Afrique »). Cette symbiose permet donc aux deux acteurs de sécuriser leurs positions au niveau international, et spécialement à l'ONU. La Chine légitime son statut de grande puissance en s'inscrivant comme fer de lance des pays en développement, et l'Afrique se positionne sous son aile, profitant ainsi d'une voie au Conseil de sécurité qui lui permet de bloquer ou d'édulcorer la plupart des résolutions qui ne lui sont pas favorables. La résolution 1567 sur le Darfour en fut un exemple flagrant².

² Braud, Pierre-Antoine, 2005. 'La Chine en Afrique : Anatomie d'une nouvelle stratégie chinoise', *Analysis*. Disponible sur : www.iss-eu.org/new/analysis/analy124.pdf (consulté le 9 novembre 2007)



Diplomatie « à la chinoise »

Afin de s'assurer l'appui d'Etats africains, la diplomatie chinoise table sur le principe de non-ingérence, que l'on peut qualifier de diplomatie « à la chinoise ». Ceci lui donne donc le double avantage. D'une part, elle se positionne comme respectueuse d'un principe démocratique prôné par les occidentaux, renversant ainsi les rôles à son avantage lors d'opérations visant une intervention en Afrique. D'autre part, elle renforce aussi sa légitimité afin de couper court aux débats concernant sa propre gouvernance et le respect ou non, par exemple, des droits de l'Homme. De plus, Valérie Niquet³ note que « cette stratégie concerne tout particulièrement des Etats marginalisés, voire « quasi-voyous » [et que] la République Populaire de Chine (RPC) a ouvert trois usines de fabrication d'armes légères près de Khartoum »⁴. Si l'on prend en compte la présence de la China National Petroleum Corp (C.N.C.P.), de la China Oil & Gas Corp au Soudan, ainsi que l'importance stratégique grandissante que représente le secteur de l'énergie pour la Chine, et les liens étroits entretenus entre le parti communiste et les entreprises, ce tour de main diplomatique et les nombreuses visites officielles de membres éminents du gouvernement chinois sur le continent apparaissent sous un nouvel angle. Le cas du Soudan est particulièrement intéressant, car considéré comme peu fréquentable par les Occidentaux qui n'y ont guère investi, il a constitué une porte d'entrée à la Chine d'autant plus appréciable que le pays dispose de réserves pétrolières. C'est aujourd'hui une chasse gardée de Pékin. La Chine s'est aussi intéressé au pétrole tchadien voisin (gisement de Sédigui au nord de Ndjamena). Les accords d'aide et de coopération promus lors de ces visites sont en effet négociés, selon les termes de Pékin et en accord avec leur ligne diplomatique « sans condition » d'ingérence politique. Cependant, le flot monétaire déversé sur le continent à la suite de ces accords garantit à la Chine à la fois son approvisionnement en énergie et minerais, dont elle manque cruellement, et la pénétration des marchés sur lesquels les occidentaux, et les africains eux-mêmes, ne peuvent la concurrencer. Outre les stratégies mises en place par la Chine en Afrique, celle-ci développe également des politiques spécifiques.

Les politiques africaines de la Chine se traduisent par des actions d'envergure dans les domaines énergétiques et économiques. Sécuriser ses approvisionnements

³ Valérie Niquet est directeur du centre Asie de l'IFRI

⁴ Niquet, Valérie, 02/02/2007. 'L'offensive africaine de la Chine', in La lettre du centre Asie, IFRI n°11.



énergétiques et pénétrer les marchés africains sont les deux axes, respectivement défensif et offensif, de ces politiques.

Compte tenu de l'étendue de son territoire et de la base de son activité, la transformation industrielle, le secteur énergétique est devenu la clé de voûte stratégique de son développement. Ainsi, la sécurisation et la stabilité de ses approvisionnements se trouve au cœur de la politique extérieure chinoise, particulièrement en Afrique.



Réalités de la machine de guerre économique chinoise

Dans une stratégie du faible au fort vis-à-vis des anciens colons américains et européens, la Chine s'impose donc comme un partenaire incontournable de l'Afrique, à la fois corne d'abondance économique et soucieux des spécificités politiques, mais prédateur de ressources et gangrène de marchés. A l'instar des occidentaux, la Chine ne cherche pas à vendre des armements ou de l'équipement militaire technologiquement avancés, mais en exportant ses ressortissants dans ses domaines de prédilection (le « *low cost* »), elle pénètre les marchés. Julien Nessi explicite cette pénétration à tous les niveaux simultanément : par le haut, suite aux politiques vues précédemment, « *par le milieu, à travers les investissements directs étrangers, [...] et par le bas grâce à la présence d'une diaspora chinoise dans le petit commerce* »⁵. La stratégie chinoise de guerre économique s'appuyant sur la synergie du public/privé et la machine politico-économique est donc bien huilée, renversant leur position de faiblesse face aux occidentaux à l'international en position de force sur le terrain africain, et en s'imposant aux africains comme partenaire privilégié plutôt que mal nécessaire, en déversant des aides au développement presque illimitées non regardant des politiques intérieures tout en pénétrant agressivement leur économie et drainant leurs ressources et en sachant faire preuve de réactivité, là où les Occidentaux, empêtrés dans toutes sortes de conditions (droits de l'homme, banque mondiale, FMI...) tardent à satisfaire les attentes africaines (ce que soulignait le Président Wade lors du sommet Europe/Afrique de Lisbonne)

Les rapports de force entre les deux acteurs apparaissent donc excessivement inégaux, la Chine étant dépendante à plus de 60% du Moyen-Orient mais désirent diversifier ses sources pour ne pas se retrouver en position de faiblesse comme lors de la première guerre du Golfe en 1991, et des pays tels que le Soudan, l'Angola ou le Nigéria, dont les exportations de pétrole vont jusqu'à 65% vers la Chine, et dont les aides vont de huit à dix milliards de dollars en 2006⁶.

⁵ Nessi, Julien, 2007. 'L'Afrique, nouveau terrain de chasse de la Chine', in Cyberscopie : <http://www.cyberscopie.info> (consulté le 16/11/2007).

⁶ Vinçon, Serge ; Luc, Hélène ; Boyer, André ; Branger, Jean-Guy, Nogrix, Philippe ; Plancade, Jean-Pierre, 2006. Rapport du Sénat : ' RAPPORT D'INFORMATION fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées à la suite d'une mission effectuée du 19 au 28 mai 2006 en Chine' disponible sur <http://www.senat.fr/rap/r05-400/r05-4001.pdf> (consulté le 23/11/2007).



Les activités militaires de la Chine contribuent à asseoir son influence

2ème **Partie**



Les activités militaires de la Chine contribuent à asseoir son influence, tant économique que diplomatique, conformément à sa stratégie globale d'accroissement de puissance en Afrique.

Elles expriment l'ambivalence de la position chinoise : d'un côté, elles contribuent à l'entretien des tensions sur le continent par la fourniture massive d'armes et la formation des personnels aux Etats africains. De l'autre côté, elles prennent part de façon croissante aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.



Un marché opaque mais actif

Le marché africain est l'occasion de tester un matériel souvent rustique et peu prisé sur les marchés occidentaux. Selon un rapport d'Amnesty international⁷, le Soudan a importé en 2006 des armes et des munitions de la République populaire de Chine pour 24 millions de dollars ainsi que des pièces détachées et des équipements destinés à des avions pour une valeur de près de 57 millions de dollars et des pièces d'hélicoptères et d'avions pour deux millions de dollars. La société chinoise *AviChina Industry and Technology* a récemment livré six avions de combat et d'entraînement K-8 à l'aviation soudanaise et six autres devraient être livrés prochainement. La Chine a également vendu au Soudan des avions de surveillance F-7 et des avions de transport Y-8, en complète violation de l'embargo sur les armes à destination du Darfour. Des avions de chasse chinois A-5 Fantan ont été vus, entre janvier et mars 2007, sur le tarmac de l'aéroport de Nyala. La Chine a également ouvert trois usines de fabrication d'armes légères au Soudan.

Le rapport d'Amnesty International montre que de l'armement chinois équipe aussi des groupes d'opposition tchadiens, généralement armés par le Soudan, lui-même armé par la Chine. Des membres du Front uni pour le changement (FUC) ont ainsi été photographiés, le 28 février 2006, alors qu'ils transportaient des lance-grenades automatiques de fabrication chinoise à l'extérieur de la ville d'El Geneina au Darfour occidental, à proximité de la frontière tchadienne. Le Soudan ne représente cependant qu'une partie du commerce d'armes chinoises en Afrique. En effet, des usines de munitions et d'armes légères sont implantées au Zimbabwe et au Mali, et des accords de fourniture de matériels militaires ont été signés avec la Namibie, l'Angola, le Botswana, le Soudan, l'Érythrée, le Zimbabwe et la République démocratique du Congo. La RPC a ainsi fourni ses avions d'entraînement K8 à la Namibie, au Soudan et au Zimbabwe. Elle pourvoit des hélicoptères au Mali, à l'Angola et au Ghana, de l'artillerie légère et des véhicules blindés à la quasi-totalité des pays de la région australe, ainsi que des camions militaires, des uniformes, du matériel de communication. La coopération est particulièrement étroite avec le Zimbabwe depuis le début des années 1980 et s'est renforcée en 2004. Pékin lui fournit des chars, de l'artillerie, des blindés ainsi que des camions, des vedettes rapides et des batteries de défense antiaérienne.

⁷ Rapport d'Amnesty International, Mai 2007, Index AI : AFR 54/019/2007 « Soudan : les armes continuent de favoriser des atteintes graves aux droits humains au Darfour ».



L'influence par la formation

Concernant la formation, la Chine a fourni au Soudan des simulateurs de vol pour ses avions K-8S. Certains des pilotes de l'aviation soudanaise passeront ainsi leur examen sur un NAMC Q-5 "Fantan" après avoir suivi une formation de base sur K-8S. En outre, on assiste depuis quelques années à une augmentation significative de l'offre de stages de formation militaire en Chine, à un moment où les portes des académies militaires européennes sont de plus en plus fermées aux élites africaines. Ces stages s'adressent à toutes les catégories de militaires, des officiers aux militaires du rang. La formation est assurée en chinois, avec l'aide d'un interprète, ou en anglais. Les stagiaires sont pris en charge durant la totalité de leur séjour, y compris pour les activités culturelles et les loisirs. Conformément à son « document sur la politique chinoise à l'égard de l'Afrique », la Chine s'est engagée à former dans les trois prochaines années environ 15000 africains, dont une bonne partie de militaires.

Cette politique d'armement s'effectue parfois en violation des conventions internationales. Dans un rapport publié en juin 2006, Amnesty épingle les fournitures d'armes chinoises dans les zones en conflit comme le Darfour ou la RDC où 17% des armes recensées à Bunia, dans la région de l'Ituri, sont d'origine chinoise. Le même rapport présente la Chine comme « *l'un des pays les plus secrets et les plus irresponsables en matière d'exportations d'armes* ». En effet, depuis huit ans, Pékin ne publie aucune information sur ses activités de transfert d'armes à l'étranger sur le registre des armes classiques des Nations Unies.



Une participation accrue aux opérations de l'ONU

Même si une des raisons de l'engagement chinois dans une opération de maintien de la paix au Darfour est le souci de son image sur la scène internationale à quelques mois des Jeux Olympiques, il répond aussi à une logique d'influence sur tout le continent.

Environ 350 militaires chinois doivent être déployés au Darfour en prélude au déploiement de la force "hybride" de l'ONU et de l'Union Africaine. Ce contingent, composé de soldats du génie, a pour mission principale la construction de routes et de ponts et le forage de puits pour préparer le déploiement de la force mixte internationale au Darfour. Il bénéficie du soutien d'un hôpital de campagne. L'unité dispose de 145 véhicules, dont des bulldozers, des excavatrices et d'autres engins, ainsi que de 315 armes légères. Les 130 premiers éléments de cette force se sont posés le 24 novembre dernier à NYALA, capitale du sud-Darfour.

La participation de la Chine à des opérations de maintien de la paix en Afrique est cependant plus ancienne. Elle a en effet participé pour la première fois à une opération des Nations Unies en Namibie durant l'année 1989. Depuis, sa contribution à des missions de l'ONU n'a cessé de croître. La Chine a envoyé en janvier 2003 un premier contingent en République Démocratique du Congo (RDC) dans le cadre de la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (MONUC). Elle a pris part en 2005 à la Mission des Nations Unies au Liberia (MINUL) et elle fait partie de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) depuis fin 2006. Selon son ministre de la Défense, la Chine a envoyé plus de 6000 personnes dans 15 missions de l'ONU depuis 1990. D'autre part le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, a annoncé au Conseil de Sécurité le 26 novembre 2007 à New York son intention de nommer le général de brigade chinois Zhao Jingmin au poste de commandant de la Mission Intérimaire des Nations Unies pour l'organisation d'un Référendum au Sahara Occidental (MINURSO). Zhao Jingmin, qui a été, entre septembre 1991 et juin 1992, observateur militaire à la MINURSO, succède ainsi au général danois Kurt Mosgaard. Selon la porte-parole du Secrétaire Général, « c'est la première fois que les Nations Unies nomment un Chinois à la tête des forces d'une de leurs missions ». Avec 1 800 soldats mobilisés dans des missions de maintien de la paix, dont 1500 en Afrique, la Chine est après la France le deuxième contributeur des forces de l'ONU parmi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

Les actions de la Chine dans le domaine militaire illustrent donc bien le paradoxe entre des aides sous forme d'armes ou de formations et sa participation à des missions sous mandat de l'ONU. Ce paradoxe s'exprime aussi dans le domaine culturel et sociétal.



Les actions culturelles et sociétales de la Chine

3ème **Partie**



Les actions culturelles et sociétales de la Chine sont à la fois un vecteur de l'influence chinoise en Afrique mais aussi un « paravent » dans sa stratégie de puissance.

Dans le cadre de sa stratégie de puissance en Afrique, la Chine mène régulièrement des actions culturelles et sociétales auprès de très nombreux pays du continent africain. Celles-ci se sont intensifiées ces dernières années, conjointement à l'émancipation économique chinoise. Leurs objectifs sont de divers ordres : permettre l'intégration des ressortissants chinois, accroître l'influence de Pékin par un système d'échanges et d'aides pour l'Afrique, mais avec toujours en toile de fond l'accroissement de sa puissance économique.



L'intégration des ressortissants chinois, nécessité et vecteur d'influence

Le premier aspect de cette stratégie est donc l'intégration des ressortissants chinois. En effet, les disparités culturelles sont telles que la Chine déclare ne pas avoir l'ambition d'imposer sa propre culture aux Africains (« *Nous ne voulons pas exporter nos propres valeurs et notre modèle de développement* » à déclaré le Premier ministre Wen Jiabao. Le Cap. 22/06/2006). Néanmoins, ses liens avec l'Afrique ne sont pas récents (années 1960) et ses investissements sont de plus en plus importants, principalement depuis le début des années 2000. De nombreux Etats africains accueillent des entreprises chinoises qui n'emploient pas en majorité des travailleurs locaux. De même, la plupart des 130 000 ressortissants chinois officiellement présents en Afrique (Afrique du Sud, île Maurice, Kenya, Tanzanie et Afrique de l'Ouest (Sénégal, Mali,...)) sont établis principalement dans le commerce, notamment de produits manufacturés. Ils assurent ainsi la promotion de la culture mais aussi des produits chinois au détriment des entrepreneurs africains, dans des quartiers type « China Town ». Cette concurrence provoque une irritation croissante des habitants et commerçants, jaloux de cette réussite.

De plus, soucieuse de ne pas apparaître comme une nouvelle puissance colonialiste mais de s'inscrire dans un dialogue Sud-Sud, la Chine a créé cinq centres Confucius (Afrique du Sud, Cameroun, Zimbabwe, Kenya, Rwanda), dispensant la langue et la culture chinoise ainsi que sa première radio en février 2006 au Kenya (Radio Chine Internationale RCI). Le réseau Confucius est directement soutenu par le Ministère de l'Education et a pour objectif d'atteindre en 2010 les 100 millions d'apprenants dans le monde. Il y a donc bien recherche d'un impact culturel fort, dont l'Afrique n'est pas exclue, bien au contraire.

En outre, l'afflux de touristes chinois s'est considérablement accru ces dernières années, atteignant 110 000 touristes en 2006 (le double par rapport à 2005). C'est une manne financière qui devrait continuer à augmenter dans l'avenir, et qui concourt à la connaissance de la culture chinoise et à l'acceptation de ses



ressortissants. Pékin encourage également ses concitoyens à se rendre en Afrique pour compenser en quelque sorte le poids économique grandissant de la Chine et promouvoir l'économie locale.

Le dialogue culturel ainsi prôné renforce l'opposition de la Chine aux règles traditionnelles du partenariat Nord-Sud dans lequel les cultures africaines sont reléguées au second plan. Si l'acceptation et l'intégration des ressortissants chinois est donc un point important de la stratégie de la Chine, sa capacité à accroître son influence se traduit aussi par la mise en place d'échanges et d'aides vers ces pays.

Un système d'aides et d'échanges, créateur d'un sentiment de dette morale

Le système d'aides et d'échanges vise à créer un sentiment de dette morale des pays africains envers la Chine tout en important certains modèles de fonctionnement, de pensée, de normes, au travers des formations dispensées, appuyant ainsi la stratégie diplomatique chinoise.

Un véritable partenariat a de fait été développé ces dernières années pour améliorer l'éducation en Afrique. Concrètement, cette coopération s'est matérialisée en novembre 2005, lorsque la Chine s'est formellement engagée à mettre en œuvre des programmes de formation pour quelques 1000 officiels de gouvernements africains, directeurs d'école et autres enseignants, et ce sur une période de trois ans. Par ailleurs, elle offre depuis plusieurs années environ 1200 bourses gouvernementales à des étudiants, de sorte que fin 2005, 18919 bourses avaient été distribuées dans près de 50 pays africains. La RPC a également mis en place près de 60 programmes d'assistance auprès de 25 pays d'Afrique. Ils ont pour objectifs de développer des disciplines et de former des talents dans les domaines de la science et de la technologie. Enfin, le gouvernement chinois a dépêché 530 professeurs dans 35 pays africains, et ce afin de les assister dans le développement de l'éducation secondaire et universitaire. Outre le développement de l'éducation, la Chine a également financé plusieurs projets pour améliorer les infrastructures de nombreux pays africains, et la construction d'hôpitaux, vitaux pour la population locale.

Enfin, la Chine propose des aides financières sous forme de dons ou de prêts sans ou à faible intérêt, au nom souvent des liens d'amitiés entre les pays (2,5 millions de dollars offerts à la RDC en 2006, crédit sans intérêt accordé à la Mauritanie en 2006 dans le cadre de la lutte contre la pauvreté).



Tous ces partenariats, investissements, aides diverses sous couvert du culturel et/ou du sociétal n'ont néanmoins qu'un véritable but : accroître l'influence de la Chine en Afrique, dans une stratégie officielle du « gagnant-gagnant ».



La stratégie d'implantation économique de la Chine en Afrique

4ème

Partie



La stratégie d'implantation économique de la Chine en Afrique se caractérise par un partenariat déguisé, révélateur d'un comportement comparable aux puissances coloniales d'antan.



Etat des lieux de l'implantation de la Chine en Afrique

Les échanges commerciaux sino-africains ont connu un essor impressionnant ces dernières années. Les échanges ont ainsi été multipliés par 50 entre 1980 et 2005 pour atteindre 40 milliards de dollars. Depuis le premier forum sino-africain de Pékin lancé en 2000, des centaines d'accords de coopération en matière d'assistance économique avec des pays africains ont été signés. Plus de 800 entreprises chinoises sont basées en Afrique. En 2005, la Chine est devenue le premier fournisseur de l'Afrique devant l'Allemagne, la France et les Etats-Unis. L'évolution est remarquable : entre 1990 à 2006 Pékin est passé de 2% à 12% du total des importations africaines, alors que la France est passée de 14,5% à 6%.

La part du pétrole est prépondérante dans la dynamique commerciale sino-africaine. Entre 1998 et 2005, les importations chinoises de pétrole africain ont été multipliées par neuf⁸ alors que ses importations totales n'ont été multipliées que par 3,5⁹. Alors que globalement la Chine exporte davantage (produits de consommation courante) vers l'Afrique qu'elle n'importe, on peut relever deux exceptions : l'Afrique centrale et australe, orientale (Soudan notamment) qui disposent d'importantes ressources minières, et de pétrole en particulier.

La part des importations chinoises de bois africain, diamants et minerais de fer, tient, elle aussi, une part majeure dans les échanges commerciaux avec l'Afrique. Ainsi, depuis 2003 la société *Hong Kong Vickwood* a pris le contrôle de compagnies occidentales au Congo et au Cameroun, et de leurs immenses zones d'exploitation. Les entreprises chinoises sont également présentes dans le secteur du cuivre et du cobalt en République Démocratique du Congo, de la bauxite et de l'aluminium en République de Guinée avec la Corporation minière des métaux non ferreux, autre grande entreprise d'État, et *Chalco (China Aluminium Company)*.

⁸ Le pétrole représente 71% du total de ses importations.

⁹ Perret, Christophe, 2007. 'L'Afrique et la Chine' in *Diplomatique*, n°24 (Janvier-Février).



Concernant les investissements, l'Afrique est devenue une cible privilégiée pour la Chine. Elle dispose aujourd'hui de délégations commerciales dans 49 pays. En 2004, ses investissements s'élevaient à 925 millions de dollars cumulés depuis 1979 ; pour la seule année 2005, leur montant est de 175 millions de dollars. Le secteur d'investissement prioritaire est également celui du pétrole. La Chine est ainsi très présente en Angola et au Soudan, où la *Greater Nile Petroleum Operational Company* (GNPOC) est détenue à 40 % par la compagnie chinoise d'État *China National Petroleum Corporation* (CNPC). Le gouvernement de Hu Jintao investit aussi massivement dans les infrastructures (routes, rails, ports, aéroports, télécom...), notamment au travers du *Beijing Urban Construction Group*.



Pourquoi la Chine cherche-t-elle à renforcer son influence en Afrique ?

La principale interrogation de ces évolutions majeures porte sur les motivations réelles de Pékin pour renforcer son ancrage stratégique sur le continent africain.

D'un point de vue historique, la Chine a toujours entretenu des liens particuliers avec l'Afrique. Le commerce entre Pékin et le continent noir remonte au 16^{ème} siècle durant le périple de l'amiral Zen He. Obéissant autrefois à une logique plus politique qu'économique (soutien à la lutte contre l'impérialisme occidental à l'époque de la décolonisation), les échanges commerciaux se sont nettement développés dans les années 1960. Utilisant largement le discours tiers-mondiste Sud-Sud, Pékin jouit de son statut de « porte-parole » des pays en développement. Elle sait insister sur son attachement au respect des intérêts des pays africains et à un ordre économique plus juste, affichant ainsi sa divergence avec le modèle néocolonialiste traditionnel.

La rivalité entre Pékin et Taïpeh s'est illustrée sur le continent africain notamment lors de l'accession de la Chine à l'un des cinq sièges permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU. En effet, 26 des 76 des votes obtenus à l'assemblée générale provenaient de pays africains. Il est également intéressant de souligner que l'assistance économique chinoise en Afrique dans les grands projets d'infrastructure est soumise à une seule condition: la rupture des relations diplomatiques avec Taiwan dont le pays africain partenaire concerné a tout intérêt à opter pour bénéficier de l'aide financière chinoise.

Pour comprendre la stratégie de Pékin, il est indispensable de saisir l'ampleur des enjeux du continent africain. Tout d'abord, il est indéniable que la République populaire cherche à diversifier et sécuriser ses approvisionnements énergétiques pour pérenniser sa croissance économique exceptionnelle. Sa forte croissance et son poids démographique nécessitent en effet une consommation d'énergie considérable. Les industries de base composent l'essentiel de l'activité industrielle (sidérurgie, industrie chimiques, métallurgiques, bâtiments...), exigeant des quantités énormes d'énergie. La consommation énergétique chinoise s'appuie d'abord sur le charbon. Cependant, la consommation de pétrole (2^{ème} ressource la plus consommée) est de plus en plus importante. La demande intérieure augmente depuis les années 1970 et la Chine est importatrice nette depuis 1993. En 2005, la Chine est le second consommateur mondial de pétrole. Des experts estiment que d'ici 2020, Pékin importera 80% de sa consommation pétrolière. Par conséquent, face à ses besoins gigantesques, Pékin a multiplié les offensives diplomatiques et économiques sur le terrain pétrolier face aux principaux pays consommateurs. Le Moyen-Orient est le principal



fournisseur de pétrole de la Chine. Néanmoins, en raison des tensions géopolitiques (guerre d'Irak, Afghanistan, Iran), le gouvernement chinois cherche à diversifier et sécuriser ses importations de pétrole. La stabilité de l'approvisionnement énergétique constitue par conséquent une priorité pour Pékin. Cette primauté se justifie par le fait qu'un déficit ou même l'interruption de leurs approvisionnements en énergie, auraient des conséquences dramatiques pour la croissance économique chinoise pouvant entraîner la paralysie de l'appareil productif. De surcroît, la stabilité sociale et politique reste fragile en Chine à cause des fortes inégalités des niveaux de développement économique d'une région à l'autre. C'est pourquoi la croissance de la Chine ne se fonde désormais plus uniquement sur un commerce extérieur dynamique. La demande intérieure est de plus en plus importante, amplifiant les importations de matières premières et de biens d'équipement. Pékin s'est ainsi fixé comme objectif de doubler le PIB national d'ici à 2020 afin d'établir une société de petite prospérité. Cette « obsession » de sécurisation des approvisionnements peut aussi s'expliquer sous l'aspect historique. Lors des ruptures diplomatiques entre l'ex-URSS et la République populaire dans les années 1960, le pays avait lourdement subi les restrictions imposées par Moscou. Aujourd'hui, Pékin craint sérieusement les risques d'une politique d'« *energy containment* » menée par Washington.

Les entreprises chinoises sont donc dans une logique de prospection et de multiplication de contrats de production. Pour cela, l'Afrique apparaît comme une zone incontournable puisqu'elle fait partie des régions où les gisements sont les plus nombreux, avec un pétrole de bonne qualité. En outre, l'intensification des relations commerciales entre la Chine et les pays pétroliers sub-sahariens est le corollaire des investissements massifs réalisés par les compagnies pétrolières chinoises, particulièrement au Soudan, Angola, Nigéria et Algérie. Il est à noter que l'entreprise pétrolière *CNPC (China National Petroleum Compagny)* est celle qui compte le plus d'investissements sur le continent. Elle est présente dans 8 pays avec une position stratégique au Soudan, où elle est majoritaire dans les principaux champs pétrolifères du pays (Muglad et Melut). C'est également le cas du groupe *SINOPEC (China Petroleum Corporation)* qui a conclu d'importants accords d'exploitation et de production dans 6 pays africains, dont le Soudan.

En ce qui concerne le coton, autre ressource stratégique pour les industries textiles chinoises, Pékin est devenue en quelques années le premier partenaire commercial des grands pays africains exportateurs de coton. Cette tendance résulte de la grande dépendance chinoise au coton américain (elle importe entre 40% et 60% de ses besoins annuels des Etats-Unis). La volonté de diversification est donc là aussi indéniable.

Outre la sécurisation de ses approvisionnements, l'autre enjeu majeur pour la Chine est de supplanter les occidentaux sur ce continent. Fin des années 50, seulement cinq pays africains entretenaient des relations diplomatiques avec la Chine contre 44 dans les années 80. Les relations politiques entre la Chine et l'Afrique s'intensifient clairement : alors qu'entre 1963 et 1965 Pékin effectua des visites officielles dans 9 pays africains, le gouvernement de Hu Jintao a multiplié les visites de haut niveau dans 15 autres pays africains pour la seule année 2006 afin d'instaurer et de renforcer ses liens diplomatiques et commerciaux¹⁰. Le sommet des chefs d'Etats africains en Chine en 2006 illustre cette dynamique. Il est intéressant de constater l'approche bien différente entre Pékin et Washington. Les Etats-Unis

¹⁰ Ibid.



privilégient la réforme alors que la République Populaire met l'accent sur la stabilité du continent. Les plus grandes entreprises chinoises ont des liens étroits avec l'Etat basés sur des stratégies à long terme. C'est bien là où se situe la différence d'état d'esprit entre ces deux puissances : Washington estime qu'il n'est pas profitable d'investir dans de vastes projets (pétroliers, infrastructures...) non rentables à court terme, alors que Pékin investit dans de grands projets d'infrastructures dans des régions où la rentabilité à court terme n'est pas vérifiée mais assurant l'accroissement d'influence chinoise à long terme.

On peut s'interroger sur l'objectif réel de Pékin à multiplier ses relations économiques avec l'Afrique. Derrière une « propagande volontariste » pour développer et moderniser le continent africain, se cachent en réalité de véritables enjeux géoéconomiques. Anticipant l'affaiblissement occidental en Afrique (avec de surcroît des besoins considérables en pétrole et matières premières), la Chine a mis en marche une stratégie pour développer et maintenir son influence économique. Outre son objectif de diversification de ses ressources énergétiques, la stratégie de conquête de Pékin vise à combler son retard en matière d'approvisionnement vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Union Européenne qui sont les deux premiers destinataires des exportations de pétrole africain. De plus, cette zone est stratégique pour accroître son influence dans des régions où les grandes compagnies occidentales n'ont pas acquis le monopole des ressources. La Chine tend aussi à combler le vide créé par le retrait des puissances occidentales des zones à risques ou des pays marginalisés. Cette stratégie a notamment été utilisée au Soudan, après le retrait de la compagnie pétrolière américaine *Chevron* suite à la reprise de la guerre civile, mais aussi en Côte d'Ivoire ou en Sierra Leone où la situation interne s'est dégradée alors que la présence chinoise s'est amplifiée. De même, les entreprises chinoises adoptent une stratégie identique sur les marchés du secteur minier, du BTP ou du bois. La volonté de la République populaire de mettre en place un accord de libre-échange avec le Marché commun d'Afrique orientale et australe (*Common Market for Eastern and Southern Africa, COMESA*) s'inscrit dans cette logique d'accroissement de puissance économique sur le continent noir.



L'expansion de la manne financière chinoise aux pays africain : l'aide au développement.

Pour arriver à dominer le continent africain, Pékin utilise des méthodes d'implantation basées sur le levier financier, mais qui ne sont pas à terme sans conséquences pour les africains. Le commerce bilatéral entre la Chine et l'Afrique constitue, dans un certain nombre de domaines, une véritable opportunité économique. Abdelmajid Fassi Fihri, membre du Comité directeur de *CAP Afrique*, un *think-tank* spécialisé sur les questions africaines, explique que " *l'arrivée de la Chine en Afrique provoque un nouveau dynamisme économique dans les pays africains. Elle est une véritable opportunité pour eux de relancer leur développement* " ¹¹. A court terme, on retire des effets positifs de la présence chinoise sur le continent africain. Les investissements et les prix des matières premières augmentent, les partenaires commerciaux se diversifient, et le pétrole remplit les caisses de certains Etats comme au Nigeria ou au Soudan.

L'implantation économique d'un pays sur le territoire d'un autre passe, dans un premier temps, par l'encouragement des entreprises du pays d'origine à investir dans le second. Dans ce domaine, Pékin dispose de toute une panoplie d'accords financiers afin d'encourager les investissements en Afrique : prêts à taux d'intérêt très faibles, voire nuls, soutien aux banques publiques, suppressions des taxes... La dernière-née de ces mesures incitatives est le *China-Africa Development Fund* (CADF). Ce fonds a pour objectif de faciliter les implantations de sociétés chinoises sur le continent africain. Au niveau financier, ce fonds dispose d'un capital d'environ 1 milliard de dollars, et devrait progressivement recevoir 5 milliards de dollars d'ici peu de temps. L'implantation s'effectue évidemment par le biais de relations directes avec le pays concerné. Ainsi, en Afrique, Pékin injecte des centaines de millions de

¹¹ www.capafrique.org/blogafrique (consulté le 19/11/2007).



dollars dans tous les pays disposés à lui ouvrir, en échange, les vannes de leurs ressources naturelles. Cette technique d'implantation et de conquête de marchés s'est grandement améliorée durant les huit dernières années.



Les méthodes parfois radicales d'implantation et d'accroissement de puissance

En dehors des dispositifs classiques d'implantation, le nouveau mode d'action global (l'offre à ses partenaires africains de contrats portant sur l'exploration, l'extraction et le financement) de la Chine constitue une alternative intéressante aux sociétés pétrolières des pays occidentaux. Pour les pays africains qui ont des difficultés financières ou qui sont peu désireux de se conformer aux exigences de la Banque mondiale et d'autres fonds en matière de transparence et de responsabilité, la conclusion d'un tel contrat avec la Chine peut être particulièrement bénéfique sur le plan économique. D'autant plus bénéfique pour des pays comme le Zimbabwe et le Soudan, qui se voient appliquer des sanctions par les Etats-Unis et l'Union européenne, en raison de leur violation des droits de l'homme.

Néanmoins, la politique globale d'implantation économique de la Chine a des répercussions sur les Etats et le développement africains. Tout d'abord, en raison des procédés généralement utilisés, la Chine innove en matière de non création d'emploi dans les zones où elle intervient. En effet, que ce soit pour l'exploitation des matières premières, ou pour la création d'infrastructures, elle n'hésite pas à importer elle-même la main d'œuvre bon marché dont elle a besoin. En 1997, au Soudan en proie à la guerre civile entre le Nord et le Sud, la *China National Petroleum Corporation (CNPC)*, entreprise détenue par l'Etat chinois, investit près d'un milliard de dollars pour l'exploitation d'un gisement dans le bassin de Muglad. 2000 ouvriers chinois ont été « importés » pour réaliser la construction d'un oléoduc de plus de 1600 kilomètres. Cette technique a des conséquences immédiates au niveau local : les entreprises africaines ne sont pas compétitives faces aux chinoises, et les transferts technologiques, nuls, interdisent la création de richesse. Dans le cas du Soudan, les pratiques d'implantation de la Chine dépassent d'ailleurs largement le cadre éthique. Outre les investissements de la *CNPC*, l'Etat soudanais, bien que marginalisé, a été approvisionné en armes par l'Etat chinois¹². C'est par une politique de terre brûlée que le gouvernement soudanais a ainsi pu déplacer des centaines de milliers de

¹² Voir rapport d'Amnesty International 2006



victimes hors des zones d'exploitation pétrolières, en coopération directe avec la Chine, entre 1999 et 2001.

Ensuite, par l'absence d'un cadre de développement structuré, la Chine nuit au développement économique africain, car elle rompt, par son comportement purement bilatéral, avec les initiatives collectives. Ainsi, lorsque l'on regarde d'un peu plus près les différents investissements réalisés, on remarque que l'immense majorité concerne des constructions de réseaux de transport et de communication, tous destinés à l'exploitation et au transport de matières premières par les chinois. Ce comportement a de fortes chances de décourager l'arrivée d'investisseurs potentiels, et retarde réellement le développement économique des pays africains.

Enfin, la dernière constatation des pratiques douteuses et souvent inefficaces dans l'implantation chinoise concerne la dégradation évidente des termes de l'échange. En effet, la Chine importe essentiellement du continent africain des matières premières, et ne contribue pas à la diversification des exports africains. Bien au contraire, elle inonde le marché de ses propres produits manufacturés, concurrençant même parfois les entreprises locales. Ce phénomène est parfaitement visible dans le secteur textile. Les tensions sociales, consécutives à ces pratiques, n'ont d'ailleurs pas tardé à arriver, comme à Madagascar, en Tunisie, ou en Guinée, où certains candidats en arrivaient même à promettre l'expulsion de certains hommes d'affaires chinois.

La crise du Darfour met en lumière quatre phénomènes. Premièrement, Pékin peut temporiser et atténuer, voire neutraliser des pressions internationales à travers son appui politique, financier et militaire. Deuxièmement, la Chine adopte une stratégie de moyen et long terme qui lui permet de s'implanter dans des zones délaissées par les entreprises occidentales. Troisièmement, la stratégie de Pékin est redoutable puisqu'elle s'appuie sur une synergie entre constructions d'infrastructures et exploitation des matières premières. Enfin, les appuis financiers chinois favorisent à terme une diversification des activités de ses entreprises. Cette crise souligne donc l'offensive politique et économique lancée par Pékin pour accroître sa puissance sur le continent noir. La Chine utilise en effet tous les ressorts possibles, politiques, militaires, économiques et culturels, pour répondre à son principal objectif : sécuriser et pérenniser sa forte croissance. Si la République Populaire propose officiellement à l'Afrique une stratégie du « gagnant-gagnant », son implantation s'avère étonnamment similaire aux stratégies d'expansion des anciennes puissances coloniales. Si les dirigeants de certains Etats africains profitent en effet de la manne financière des chinois, les retombées positives pour les populations sont minces.

Face à ce constat, on peut s'inquiéter du maintien des intérêts français à moyen terme. Quelle va être la réaction de Paris, dont les intérêts en Afrique sont encore conséquents et supérieurs à ceux de la Chine ?

L'influence croissante de Pékin en Afrique oblige la France et l'Union Européenne à revoir collectivement leurs relations avec le continent noir, et place celui-ci dans une



position moins défavorable qu'auparavant puisqu'il est désormais courtisé et non plus demandeur. Le Sommet de Lisbonne de décembre 2007 entre les dirigeants de 53 pays africains et des 27 pays de l'UE illustre la volonté des européens à établir un nouveau partenariat stratégique afin de contrer l'offensive lancée par la Chine. Si la France et l'Union Européenne (UE) veulent réduire l'influence chinoise en Afrique, il faudra démontrer aux africains qu'ils sont les meilleurs partenaires politiques et économiques, en instaurant des relations en rupture avec le modèle de coopération archaïque, mais basées sur une logique « d'égal à égal » afin de doper le commerce et les investissements sans diminuer l'aide au développement.



Sources



SOURCES POUR LE DOMAINE POLITIQUE

- Boisseau, S et Rocher (du), F, 2005. Annuaire de l'Asie 2005. Godement (dir.), La Documentation Française, Paris.
- Braud, Pierre-Antoine, 2005. 'La Chine en Afrique : Anatomie d'une nouvelle stratégie chinoise', Analysis. Disponible sur : www.iss-eu.org/new/analysis/analy124.pdf (consulté le 9 novembre 2007)
- Niquet, Valérie, 02/02/2007. 'L'offensive africaine de la Chine', in La lettre du centre Asie, IFRI n°11.



SOURCES POUR LE DOMAINE MILITAIRE

- Mbaye, Cissé, 2007. 'L'affirmation d'une stratégie de puissance : la politique africaine de la Chine', Master recherche, 14^{ème} promotion du Collège Interarmées Défense.
- Rapport d'Amnesty International, Mai 2007, Index AI : AFR 54/019/2007 'Soudan : les armes continuent de favoriser des atteintes graves aux droits humains au Darfour'.



Sources pour le domaine CULTUREL ET SOCIETAL

- 'L'Institut Confucius, une fenêtre ouverte sur la Chine', in Les Echos (17/10/2007)
- 'L'Afrique veut échapper aux griffes commerciales de l'Europe', in Libération (05/11/2007)



SOURCES INTERNET

DOMAINE CULTUREL ET SOCIETAL

- Brèves publiées le 30/10/2006 et entre le 08 et le 15/12/2006
<http://www.french.xinhuanet.com/french/index.htm> (consultations les 14, 15 et 17/10/2007).
- Commandant Mbaye Cisse, 2006. 'L'affirmation d'une stratégie de puissance : la politique africaine de la Chine', CID 14^{ème} promotion
<http://www.diploweb.com/forum/chine07102.htm> (consultation le 23/10/2007).
- H.E, 29/10/2006. 'Chine – Afrique : la Chine a maintenant les moyens d'une politique mondiale', in Question de Chine :
http://www.questionchine.net/recherche.php3?id_article=2080&recherche=chine%20afrique&var_recherche=chine%20afrique (consultation le 25/10/2007).
- Niquet, Valérie, 02/02/2007. 'L'offensive africaine de la Chine', in La lettre du centre Asie, IFRI n°11 :
- http://www.ifri.org/front?id=ifri/publications/publications_en_ligne_1044623469287/publi_P_publi_asie_lettre_du_centre_asie_1170432942829 (consultation le 16/11/2007)
- Nési, Julien, 2007. 'L'Afrique, nouveau terrain de chasse de la Chine', in Cyberscopie :
<http://www.cyberscopie.info> (consulté le 16/11/2007).
- Courmont, Barthélémy, 07/12/2006. 'Chine-Afrique : après le sommet historique de Pékin', in Iris. <http://www.iris-france.org/Tribunes-2006-12-07a.php3> (consultation le 16/11/2007)
- 'Document sur la politique chinoise à l'égard de l'Afrique', 12/01/2006 in Radio Chine Internationale : <http://french.cri.cn/142/2006/01/12/103@88622.htm> (consultation le 16/11/2007)



SOURCES DOMAINE ECONOMIQUE

- Braud, Pierre-Antoine, 2005. 'La Chine en Afrique : Anatomie d'une nouvelle stratégie chinoise', Analysis.
- Chaponnière, Jean-Raphaël, 2006. 'Les échanges entre la Chine et l'Afrique : Situation actuelle, perspectives et sources pour l'analyse' in STATECO, n°100.
- Chesne, Dora, 2004. 'La puissance chinoise et ses attributs' in Diplomatie, n°9 (Juin-Juillet), pp.28-32.
- Funes, Nathalie, 2006. 'La Chine à l'assaut du marché africain' in Le Monde Diplomatique (Mai).
- Lafargue, François, 2005. 'La Chine et l'Afrique : un mariage de raison' in Diplomatie, n°16 (Septembre-Octobre), pp.18-21.
- Perret, Christophe, 2007. 'L'Afrique et la Chine' in Diplomatie, n°24 (Janvier-Février), pp.31-43.
- Philip, Bruno, 2006. 'En Afrique, les chinois bousculent la France', Le Figaro (26/10/06).
- Niquet, Valérie, 2007. 'L'offensive africaine de la Chine' in La lettre du centre IFRI, n°11 (2 février 2007).
- Niquet, Valérie, 2006. 'La stratégie africaine de la Chine' in Politique Etrangère, n°2, pp.32-33.



SOURCES INTERNET

DOMAINE ECONOMIQUE

- Nessi, Julien, 2007. 'L'Afrique, nouveau terrain de chasse de la Chine', in Cyberscopie : <http://www.cyberscopie.info> (consulté le 16/11/2007).
- Vinçon, Serge ; Luc, Hélène ; Boyer, André ; Branger, Jean-Guy, Nogrix, Philippe ; Plancade, Jean-Pierre, 2006. Rapport du Sénat : RAPPORT D'INFORMATION fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées à la suite d'une mission effectuée du 19 au 28 mai 2006 en Chine , disponible sur <http://www.senat.fr/rap/r05-400/r05-4001.pdf> (consulté le 23/11/2007).
- www.congo-site.com (consulté le 11/11/2007)
- www.capafrrique.org/blogafrrique (consulté le 30/10/2007)
- <http://fr.biz.yahoo.com/23102007/202/la-chine-predateur-ou-partenaire-de-l-afrique.html> (consulté le 2/11/2007)
- <http://www.dicodunet.com/actualites/multimedia/51104-la-chine-deja-tres-presente-investit-de-plus-en-plus-en-afrique.htm> (consulté le 5/11/2007)



Annexes



Annexe 1

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique

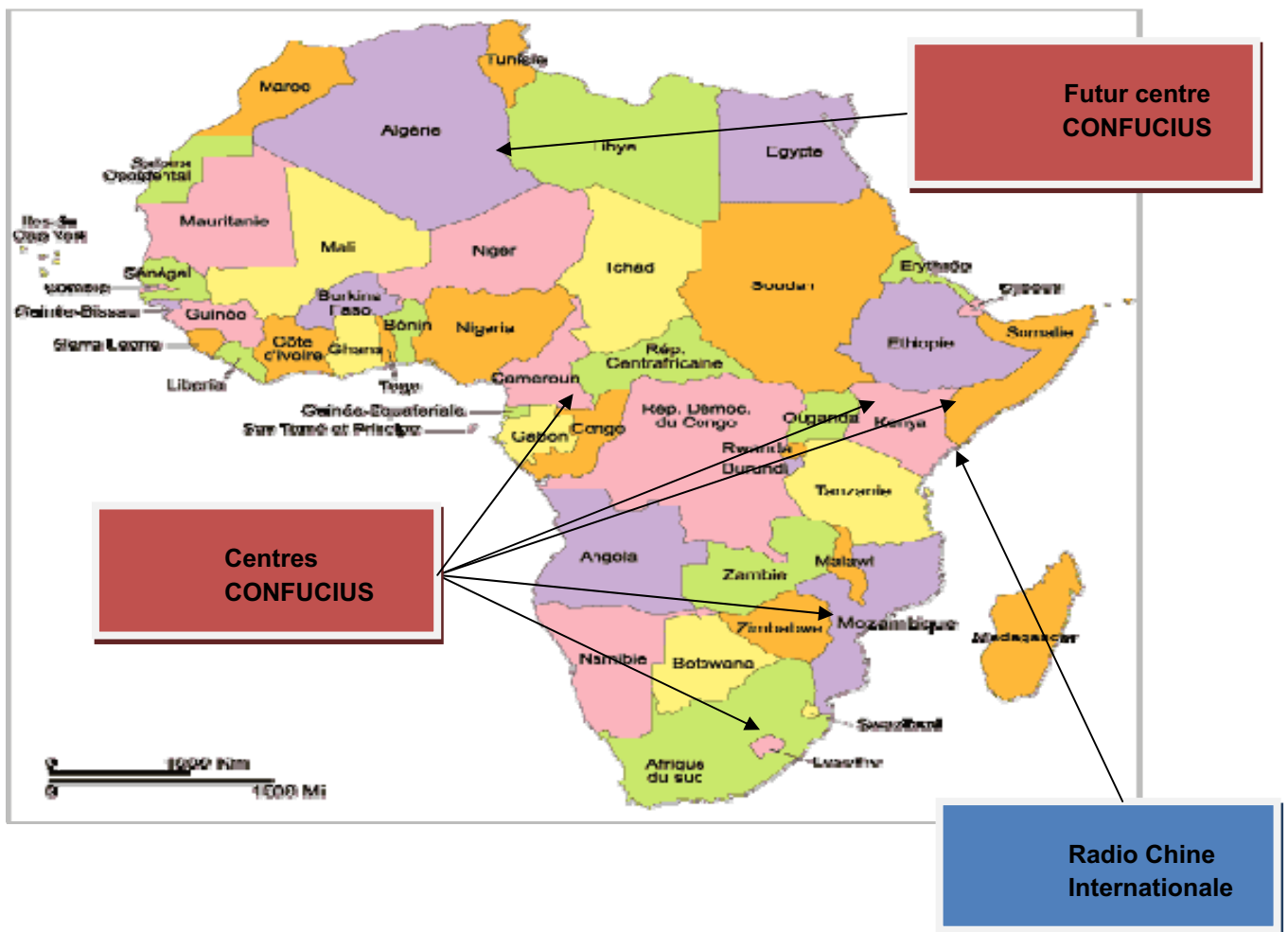
Source : http://sib.name/oneclick_uploads/2007/02/chine-afriqu.jpg

(Consulté le 08/11/2007)



Annexe 2 :

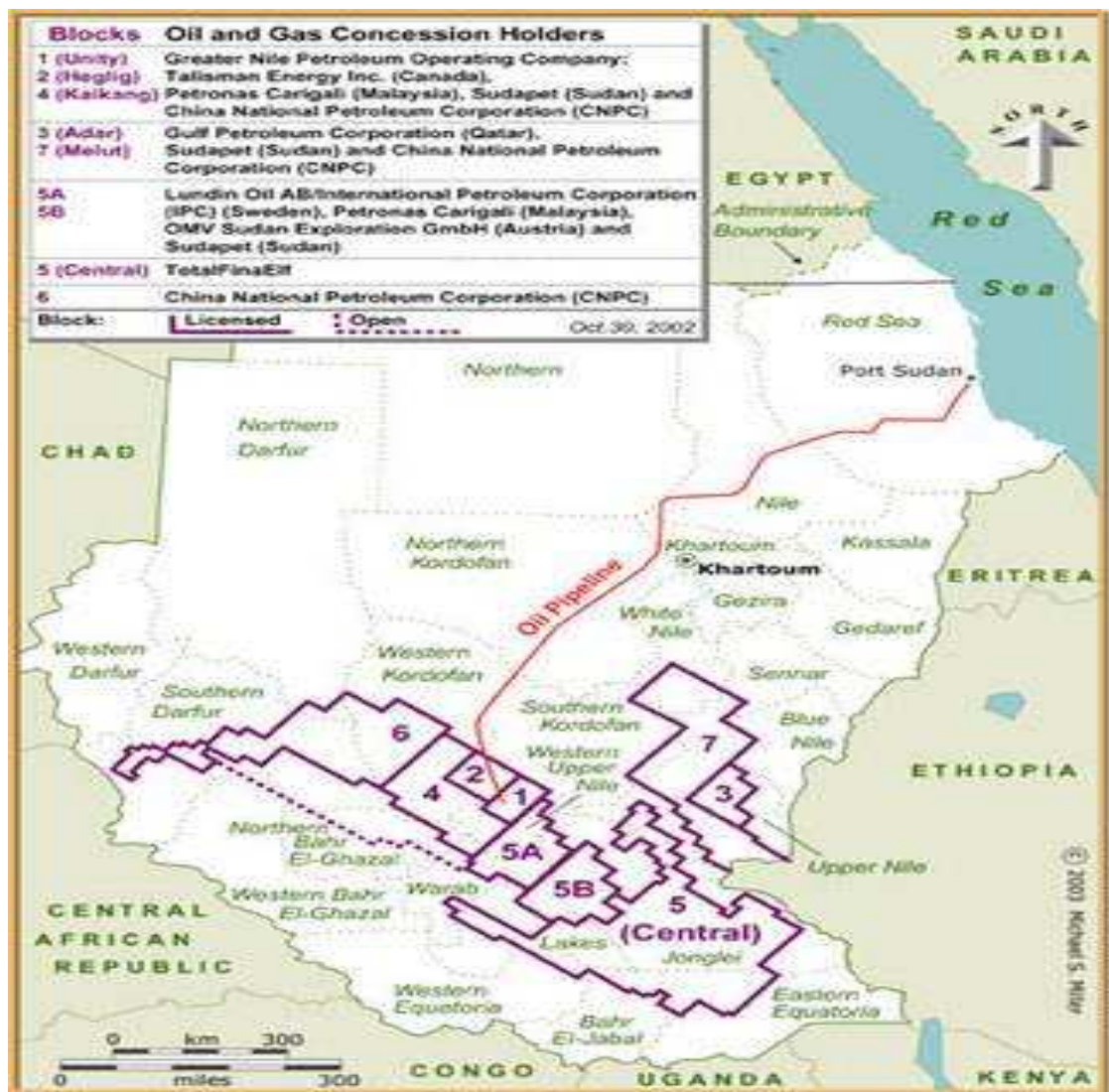
Implantations culturelles chinoises en Afrique





Annexe 3

Concessions de pétrole et gaz au Soudan



[Source : UCAID, disponible sur <http://www.hezbelamal.org/sitefrançais/bibliothèquefr/articlesfr/ledarfour.htm>, consulté le 02/12/2007)]



La carte des concessions de pétrole du sud du Soudan montre que la CNPC Chinoise détient des droits sur le bloc 6 qui traverse le Darfour, près de la frontière avec le Tchad et la République Centrafricaine. En avril 2005 le gouvernement du Soudan a annoncé qu'il avait trouvé du pétrole au sud du Darfour qui pourrait permettre une fois exploité, de produire 500.000 barils/jour. La presse mondiale a oublié de signaler ce fait essentiel en informant sur le conflit du Darfour.